

*Aux présidents de la Fnil et de la FNCL,*

*Aux présidents de l'Ania et de Coop de France,*

*Au délégué général de la FCD,*

Paris, le 16 octobre 2014

Vous le savez, une crise majeure du secteur laitier est annoncée pour 2015.

Et si le pire n'était pas vraiment certain ?

Et si on ne se contentait pas d'annoncer une crise en se satisfaisant simplement de l'avoir prédit ?

Et si on se donnait, pour une fois, l'ambition de prévenir plutôt que guérir ?

Alors que la filière laitière française affichait publiquement son optimisme dans la perspective de la fin des quotas laitiers, l'embargo russe qui coupe les débouchés de 0,7 % de la collecte française devrait-il tout changer ?

- la réalité de la demande mondiale en produits laitiers qui ne cessent de croître en volumes,
- la réalité d'une filière laitière française de plus en plus exportatrice car les pays émergents sont notre avenir qu'on le veuille ou non,
- la réalité des prix du lait payés aux producteurs compétitifs dans l'UE.

Pour une fois, la Commission européenne avait fait preuve de réactivité en proposant des outils pour endiguer le trou d'air provoqué par la décision de Poutine. Ces dispositifs n'étant pas suffisamment opérants, la FNPL a demandé un relèvement du seuil d'intervention.

La décision de la Commission européenne de faire supporter aux agriculteurs par une baisse du budget des aides de la Pac, le coût des mesures d'urgence prises jusqu'à maintenant pour soutenir le secteur laitier face à l'embargo est inacceptable. C'est la double peine pour les éleveurs laitiers.

Le scénario du film catastrophe mis en scène par les entreprises laitières françaises a été écrit en quelques jours. Plus rien pour la filière française ne serait possible en 2015. Pire, les producteurs de lait allait revivre une période comparable au séisme de 2009. Crise qui s'est déroulée dans une Europe laitière sous quotas. Preuve que les quotas seuls n'ont, hélas, jamais empêché une dérégulation des marchés. C'est pourquoi, je porte ardemment depuis bientôt trois années, un système pérenne de gestion de crise au niveau européen. Sans succès jusqu'alors.

La FNPL a toujours défendu un prix du lait qui devait être le reflet de la réalité des marchés. La France laitière n'est pas une citadelle cernée par des remparts qui nous protègent des politiques décidées à Bruxelles et du prix du lait allemand qui est –depuis un an- 20 euros/1000 litres supérieur à celui perçu par les producteurs de lait français. Soit 450 millions d'euros confisqués aux éleveurs laitiers français. Notre château fort serait seulement perméable aux conséquences négatives de l'embargo russe !

La FNPL se bat pour que les contrats qui engagent les entreprises et les producteurs de lait soient respectés. C'est la loi. De même, la coopération laitière ne peut faire exception ; ni bande à part.

Il n'est pas tolérable que les entreprises continuent impunément à ne pas respecter leurs engagements contractuels tout en accusant les éleveurs laitiers de produire trop de lait (alors que la France est en sous-réalisation de son quota). Les volumes aussi sont contractualisés. S'il y a eu plus de lait produit, c'est que les entreprises en avaient besoin. Signe aussi des bonnes perspectives des marchés laitiers. L'UE a exporté vers la Chine plus sur les 6 premiers mois de 2014 que sur l'ensemble de l'année 2013.

La grande distribution doit cesser de casser le marché sous prétexte d'une guerre de prix qui bénéficierait aux consommateurs. A terme, la déflation ne profite à personne. Ni aux entreprises, ni à leurs fournisseurs, ni même aux consommateurs. La déflation, c'est moins pour tout le monde.

Refléter le marché laitier, ce n'est pas l'anticiper pour faire passer des baisses de prix à ses fournisseurs ni trainer des pieds quand il faut passer des hausses.

Refléter le marché, ce n'est pas faire miroiter des volumes supplémentaires pour les éleveurs laitiers pour l'après quota au détriment de la juste valorisation du prix du lait.

Je n'accepte pas que l'aval de la filière jette ainsi le doute sur les capacités de la France laitière à aller de l'avant.

Je demande à l'aval de la filière de se ressaisir. Non pas dans le seul intérêt des producteurs de lait mais pour tous les acteurs du secteur. Nous avons encore les moyens d'éviter ou au moins d'atténuer la déflagration de cette crise tant annoncée. Je ne peux me résoudre à laisser faire. Il en va de notre responsabilité à tous.

Les ministres Stéphane Le Foll et Emmanuel Macron, vont réunir, à nouveau, les distributeurs ainsi que les filières agricoles et agroalimentaires, le 23 octobre. L'amont agricole et les acteurs de l'aval sont chacun des maillons essentiels à la réussite d'une filière. L'échec de l'un ne signifie jamais la réussite de l'autre. Cette réunion doit agir comme un facilitateur dans un contexte déjà difficile pour l'agriculture.

Messieurs les présidents, vous devez savoir que les trésoreries des exploitations laitières sont tendues. L'élevage laitier et les producteurs que je représente veulent entendre un discours responsable. Si la seule issue est l'alignement du prix payé aux éleveurs sur le moins-disant et la poursuite de la guerre des prix par la distribution, nous saurons répondre à la provocation.

La FNPL veut être partenaire d'une filière laitière forte et dynamique.

Soyez à nos côtés,



Thierry Roquefeuil, président de la FNPL